



cyberpresse.ca

Publié le 22 novembre 2008 à 05h00 | Mis à jour le 22 novembre 2008 à 05h00

Le tableau noir en voie de disparition



À l'Externat Saint-Jean-Berchmans, toutes les classes sont munies d'un tableau blanc interactif, une première au Québec.
Le Soleil, Steve Deschênes



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Exit le tableau noir et la craie. À l'Externat Saint-Jean-Berchmans, une école primaire privée de la capitale, toutes les classes sont munies d'un tableau blanc interactif, une première au Québec. Mais cette petite révolution technologique n'est pas réservée uniquement au privé. Les commissions scolaires emboîtent tranquillement le pas. Est-ce la fin annoncée du traditionnel tableau noir?

À l'avant de la classe d'Isabelle Tremblay trône un tableau nouveau genre, branché à un ordinateur. Grâce à un stylet, le prof ? ou les élèves ? peuvent y écrire des équations mathématiques ou corriger des fautes dans un texte apparaissant à l'écran.

Mme Tremblay, enseignante en sixième année, est enchantée. «Je ne m'en passerais plus! Le tableau nous permet d'économiser beaucoup de temps lorsqu'on fait de la préparation de classe», dit-elle.

Plus besoin de réécrire, à chaque leçon de mathématiques, la grille des unités qui sert de référence aux élèves. Une touche de stylet permet d'ouvrir des pages qui ont été sauvegardées. Besoin d'une petite révision? Un autre clic fait réapparaître l'exercice de la semaine dernière. En tout temps, l'enseignante peut aussi naviguer dans Internet.

Les élèves, visiblement, en redemandent. «C'est l'fun, ça capte notre attention. On veut plus participer, c'est vraiment motivant» lance Benjamin, avec un grand sourire. Pour éviter la chicane, Isabelle Tremblay pige à tour de rôle le nom des élèves qui vont au tableau, jusqu'à ce que tout le monde soit passé. Chacun aura sa chance!

Selon le directeur de l'école, Alain Roy, il s'agit d'ailleurs de l'avantage numéro un de ce petit tableau du futur : l'impact positif sur la motivation des élèves. «Ça fait vraiment une différence. C'est plus facile de capter l'attention des élèves qui sont visuels et les jeunes sont plus intéressés.»

Après quelques mois d'utilisation, M. Roy est convaincu que l'investissement en vaut la peine. Car le nec plus ultra du tableau n'est pas gratuit : chaque unité coûte environ 5000 \$. L'école, qui compte environ 400 élèves, en a acheté 22. Un investissement «dans les six chiffres», indique le directeur. «On voulait se positionner sur le plan technologique et être à l'avant-garde. C'est le choix qu'on a fait», dit-il.

Engouement

Disponible depuis 2004 au Québec, le tableau interactif fait progressivement son entrée dans les écoles de la province. Selon l'entreprise De Marque, qui distribue le produit, plus de 500 tableaux du genre (connu sous le nom d'«Activboard») ont été installés dans les classes aux quatre coins de la province.

Les écoles privées ne sont pas les seules à se laisser séduire. La commission scolaire du Chemin-du-Roy, à Trois-Rivières, a fait l'acquisition d'une cinquantaine de tableaux interactifs pour ses écoles, devançant toutes les autres.

Depuis l'an dernier, le ministère de l'Éducation leur offre d'ailleurs un financement récurrent de 30 millions \$ par année pour l'achat et le remplacement d'équipement technologique, une mesure qui fait une grosse différence, indique Yves Néron, directeur des ventes chez De Marque.

Dans la région de Québec, c'est la commission scolaire de Portneuf qui en a acheté le plus : depuis le début de l'année, on en retrouve une vingtaine dans ses écoles primaires et secondaires. Et ce n'est qu'un début, indique le directeur général, Jean-Pierre Soucy. «Les enseignants qui ont commencé à l'utiliser sont enchantés. Il y a beaucoup de demandes. Je suis sûr que ça va faire boule de neige», dit-il. D'ici quelques années, toutes les classes de sa commission scolaire auront leur tableau interactif, prévoit M. Soucy.

Selon Thierry Karsenti, titulaire de la chaire de recherche sur les technologies de l'information en éducation à l'Université de Montréal, cet outil est intéressant mais à condition qu'on en fasse un bon usage pédagogique. «Sans formation adéquate, on pourrait simplement retrouver un enseignement magistral, pas particulièrement intéressant. C'est dans l'usage que réside la clé du succès des nouvelles technologies» en classe, dit-il.

Le rapport accusant l'Ud'O de racisme « manque de substance »

CHARLES DUBÉ
cdube@ledroit.com

Une professeure de l'Université d'Ottawa, mandatée par l'institution conclut qu'un rapport

du Centre de recours étudiant (CRÉ) qui soutenait que l'institution est structurellement raciste dans sa façon de traiter les dossiers de fraudes scolaires « manque de substance » et d'arguments pour soutenir sa thèse.

Dans une évaluation de 19 pages publiées hier, la directrice du Centre de recherche et d'en-

seignement sur les droits de la personne, Joanne St. Lewis, note que le rapport du CRÉ se base sur des données incomplètes et partielles qui ne démontre « d'aucune façon mesurable ou analytique plausible qu'un tel problème existe réellement ». Elle dénonce également le ton « incendiaire » du rapport du

document.

M^{me} Lewis reconnaît tout de même que l'Université pourrait clarifier son processus de traitement des dossiers de plainte scolaire et soumet une dizaine de recommandations en ce sens, notamment la tenue d'une étude indépendante et complète sur la question.

Un nouveau palmarès !

Pour sa 9e édition, le palmarès des écoles secondaires se réinvente. On y parle de sport, d'instruction des mères et des forces des écoles qui ne sélectionnent pas. Un regard nouveau et audacieux sur la performance des écoles.

Par François Guérard

Publié dans *L'actualité* le 15 novembre 2008

Les fonctionnaires qui pilotent la réforme de l'éducation devraient installer leur bureau à 10 km des terres froides du Labrador, dans le « mur » de Fermont. Ils pourraient y trouver de l'inspiration. C'est là, dans cette rangée de bâtiments de quatre étages longue d'un kilomètre, que se trouve la polyvalente Horizon-Blanc. Celle qui, dans tout le Québec, contribue le plus au succès de ses élèves. Voilà ce que nous apprend le tout nouveau palmarès des écoles secondaires de la province. Les collèves Charlemagne et Jean-de-Brébeuf, fréquentés par des fils et filles de l'élite montréalaise, obtiennent de meilleures moyennes aux examens. Mais c'est à Fermont qu'un élève a le plus de chances de progresser dans son apprentissage.



Photo: Louise Bilodeau

À LIRE AUSSI

- Section spéciale Palmarès 2008
- Des cancrs, les joueurs de football ?
- Du sport pour tous
- Faites votre propre classement

Depuis la publication de son premier palmarès des écoles secondaires, en 2000, *L'actualité* s'est toujours fait un devoir d'améliorer la façon d'évaluer la performance des écoles. Cette année, le magazine fait un pas de géant. Parents et élèves ont droit à un bulletin de deuxième génération, qui innove dans le fond comme dans la forme. « Nous avons déployé de grands efforts pour répondre aux critiques qui nous étaient adressées au cours des dernières années », dit Marcel Boyer, président par intérim de l'**Institut économique de Montréal** (IEDM), qui signe cette étude. « Ce portrait tient compte du fait que les écoles sont différentes les unes des autres et il valorise celles qui font du bon travail auprès de leurs élèves. »

L'objectif, lui, reste le même : fournir au public des renseignements sur la performance des écoles. Et cette année, la quantité d'information a doublé. L'ancien palmarès posait une question : quelles sont les écoles où les élèves obtiennent les meilleurs résultats ? Le nouveau en ajoute une : quelles sont celles qui font le plus progresser leurs élèves ?

La réponse à ces questions vient sous la forme d'indicateurs de résultat et d'impact. Ce sont les deux clés du nouveau palmarès. Pour bien les comprendre, il faut imaginer le parcours de la 1re à la 5e année du secondaire comme l'ascension de l'Everest. Chaque école est une équipe d'alpinistes : les élèves sont les grimpeurs, la direction et le personnel enseignant, les sherpas. Les équipes ne sont pas toutes égales. Certaines ne sélectionnent que les meilleurs grimpeurs. Parce qu'ils ont des parents qui investissent temps et argent dans leurs études, ces grimpeurs d'élite ont une longueur d'avance sur les autres, comme s'ils avaient été héliportés au camp de base. D'autres groupes, moins bien équipés, prennent le départ au pied de la montagne. L'indicateur de résultat mesure l'altitude atteinte par les différentes équipes à la fin de l'ascension. C'est la note des élèves.

Les sherpas non plus ne sont pas tous égaux. Certains profs sont plus compétents que d'autres. L'implication du directeur, la motivation du personnel, la qualité des activités parascolaires varient d'une école à l'autre. L'indicateur d'impact évalue non pas l'altitude, mais la distance parcourue à partir du point de départ grâce au travail des sherpas. C'est la note du personnel de l'école. (Précision : une partie de cette note s'explique par la taille des classes. Il est plus facile d'influer sur la réussite d'une classe de 15 élèves que de 35. Les écoles de plus de 1 000 élèves qui obtiennent un bon indicateur d'impact — comme l'école Henri-Bourassa, à Montréal-Nord — ont d'autant plus de mérite.)

Un enfant studieux et aimant la compétition fonctionnera bien dans une école dont l'indicateur de résultat est élevé, explique l'économiste de l'IEDM Mathieu Laberge, qui a

compilé les données du palmarès. « Mais les parents dont les enfants ont tendance à prendre du retard sur les autres devraient choisir une école qui obtient un fort indicateur d'impact. »

Le nouveau palmarès offre deux classements, reposant chacun sur un indicateur. Et des écoles publiques trônent au sommet de l'un comme de l'autre. La polyvalente Horizon-Blanc est championne de l'impact. Elle a trouvé la recette pour mener ses élèves à la réussite. Ses résultats aux examens officiels le prouvent : Horizon-Blanc occupe le 63e rang (sur 478 écoles) de l'autre classement, celui des résultats, *ex æquo* avec le collège de Montréal, établissement privé qui, lui, sélectionne ses élèves!

La médaille d'or des résultats va à l'École internationale de Montréal (qui sélectionne ses élèves). Elle partage le premier rang avec cinq collèges privés de la région de Montréal — Saint-Sacrement, Jean-Eudes, Charlemagne, Sainte-Anne de Lachine et Jean-de-Brébeuf —, mais son influence sur la réussite des élèves est plus grande (à indicateur de résultat égal, c'est l'indicateur d'impact qui détermine la position dans le classement). Conclusion : le réseau public a la capacité de faire des miracles avec les jeunes d'une petite ville minière isolée et de faire progresser la crème des élèves de Montréal, mieux que les collèges privés. Pas mal!

L'autre grande nouveauté est la présentation sous forme de graphique, plutôt que de tableau, des portraits individuels. En un coup d'œil, on voit l'évolution sur cinq ans des indicateurs de résultat (la courbe bleue) et d'impact (la verte). Une courbe verte ascendante tirera habituellement la bleue vers le haut (l'école a une influence plus grande sur le succès des élèves ; par conséquent, les notes grimpent). Le contraire est aussi vrai : une courbe verte descendante devrait entraîner dans sa chute la courbe des résultats.

Le calcul de ces courbes a nécessité une année de travail. Avant d'entreprendre la collecte des données, les économistes de l'IEDM ont dû élaborer des modèles mathématiques pour représenter le plus fidèlement possible la réalité du monde scolaire. L'indicateur de résultat est principalement calculé à partir des moyennes obtenues aux épreuves officielles du ministère de l'Éducation — sciences physiques, mathématiques et histoire de 4e secondaire, ainsi que français, anglais et mathématiques de 5e. Ce sont les seules notes fiables, puisque tous les élèves de la province passent le même examen, en même temps. Les notes de résultat accordées par l'IEDM varient de 0 à 100, 0 étant attribué aux écoles les plus faibles et 100 aux plus fortes. La moyenne a été fixée à 60.

Ici encore, le palmarès se distingue des précédents : on a donné plus de poids à la langue d'enseignement et aux mathématiques dans le calcul. « Nous voulions que la note reflète l'importance que le ministère de l'Éducation accorde à ces matières, auxquelles il réserve plus d'heures de cours », explique l'économiste et expert en éducation Clément Lemelin. Ce professeur à la retraite de l'UQAM a agi comme consultant auprès de l'IEDM pour l'élaboration du palmarès.

Calculer l'indicateur d'impact est plus complexe. Le défi a consisté à isoler la variable « école » des multiples facteurs qui influent sur la réussite d'un élève : le temps que les parents consacrent à l'aide aux devoirs, la discipline imposée à la maison, l'accès à des livres. « On pourrait énumérer plus de 200 facteurs extra-scolaires, dit Clément Lemelin. Mais nous ne pouvions interroger chacun des élèves. Nous avons donc choisi des données mesurables à l'échelle du Québec. »

Quatre variables ont été utilisées. D'abord, la sélection des élèves à l'inscription : l'école les sélectionne-t-elle tous, ou en partie, ou pas du tout ? Un établissement qui n'accepte que les « bollés » aura de bons résultats aux examens, peu importe les compétences des enseignants. Ensuite, la scolarité moyenne des mères des élèves : les recherches montrent que l'instruction de la mère joue un rôle primordial dans la réussite scolaire des enfants, encore plus que celle du père (voir « Maman modèle »). Enfin, on a tenu compte de la proportion d'élèves en retard (s'ils sont moins nombreux, le travail des profs est facilité) et du revenu des parents (une famille aisée peut payer à ses enfants des activités pédagogiques

et des cours privés).

Ces quatre variables ont servi à la construction d'un modèle mathématique permettant d'attribuer une note au personnel d'une école. Comment l'IEDM s'y est-il pris ? Prenons l'école secondaire de Cabano, au Témiscouata. Tous les élèves — même les moins studieux — sont acceptés. La plupart des mères ont à peine plus qu'un diplôme d'études secondaires. Un jeune sur quatre est en retard d'au moins un an dans son cheminement. Et les parents ne sont pas riches. Le revenu moyen des ménages est de 61 588 dollars, soit 20 000 de moins que la moyenne québécoise. En accordant des points à chacune de ces données, on peut prédire une note pour l'indicateur de résultat. Dans ce cas-ci, la note obtenue selon le modèle mathématique des économistes de l'IEDM est faible (51,6). Mais la note calculée à partir des examens officiels s'est avérée plus élevée (57,2). C'est la différence entre ces deux notes (5,6) qui est attribuée à l'« impact » de l'école, c'est-à-dire sa capacité de mener les élèves au succès. (En normalisant cette note sur une échelle de 0 à 100, on obtient un indicateur d'impact de 70,7.)

Les renseignements sur la sélection des élèves et la scolarité de la mère apparaissent pour la première fois dans un palmarès des écoles du Québec. Les données sur la sélection n'étant pas transmises par le ministère de l'Éducation, l'IEDM a dû faire enquête. « Personne, pas même le Ministère, ne tient une liste des écoles qui sélectionnent ou pas les élèves, dit l'économiste Mathieu Laberge. Nous avons dû communiquer avec chaque école. Un travail de moine. » Pour obtenir des statistiques sur la scolarité de la mère, l'IEDM a dû faire appel à la Commission d'accès à l'information. Par souci de confidentialité, ces données ne sont pas publiques, explique l'économiste.

Enfin, dernière innovation dans les portraits individuels : la présence, ou non, d'un symbole. Il s'agit d'un ballon de soccer. S'il figure dans le tableau, cela signifie que l'école participe au programme ISO-Actif, de la Fédération québécoise du sport étudiant. Cette association fait la promotion de saines habitudes de vie — une cafétéria sans poutine, par exemple (voir « Se raccrocher à un panier »).

L'Institut économique de Montréal

Créé en 1999 par des économistes, des universitaires et des entrepreneurs de Montréal, l'IEDM est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Dirigé par Marcel Boyer, il est financé uniquement par des donateurs privés. De nombreux chercheurs canadiens et québécois y sont associés. Par ses études et ses conférences, l'IEDM alimente des débats sur les politiques publiques au Québec et au Canada. Il préconise généralement des réformes qui laissent place à la responsabilité et aux choix individuels, en s'inspirant notamment de celles qui sont appliquées avec succès ailleurs dans le monde. Jusqu'à l'an dernier, l'IEDM produisait le Bulletin des écoles secondaires du Québec en collaboration avec l'Institut Fraser, de Vancouver. Cette année, il produit en solo le premier Portrait des écoles secondaires du Québec en s'appuyant sur une nouvelle approche, plus susceptible, selon lui, de rendre compte de la performance des écoles du Québec.

Une longue-vue, voilà ce qu'est le nouveau palmarès. Elle est pointée vers l'Everest. Au lecteur, maintenant, d'observer les grimpeurs et les sherpas.

Le palmarès sur le Web

Vous cherchez une école forte en maths ? en français ? Sur le Web, *L'actualité* offre aux parents et aux élèves un outil pour approfondir leur recherche d'écoles. Sur la page « Comment se compare votre école ? », on peut faire deux choses :

- Consulter les notes moyennes aux examens officiels : chaque école a une fiche de présentation incluant les résultats moyens aux épreuves uniques (français, anglais, maths, sciences physiques, histoire) sur une période de

cinq ans.

- Comparer les résultats avec ceux d'autres écoles : on peut créer un palmarès local et personnalisé en sélectionnant de deux à cinq établissements et le critère de comparaison (indicateur de résultat, d'impact, notes moyennes en maths, en français, ou autre).

L'intervalle de confiance

Les sondages ont leur marge d'erreur. Le nouveau palmarès, lui, a son intervalle de confiance. Comme dans toute recherche statistique, le résultat donné n'est pas absolu. Il peut varier légèrement (être un peu plus élevé ou un peu plus bas). Un exemple : l'école secondaire Fernand-Lefebvre, à Sorel-Tracy, obtient une note à l'indicateur de résultat de 48,5.

L'intervalle de confiance de cette école est 49,9 – 47,1. Cela signifie que tous les établissements dont la note se situe entre 49,9 et 47,1 — dans ce cas-ci, 32 écoles — ont un résultat équivalent à Fernand-Lefebvre. Chaque école a son intervalle de confiance pour l'indicateur de résultat comme pour celui de l'impact. On peut les consulter dans le site de l'Institut économique de Montréal.



RÉSERVEZ UN SÉJOUR DISNEY DE 4 NUITS
ET OBTENEZ 3 NUITS GRATUITES*!

PLUS!

NOLITOURS

Disney
Réservez avant le 20 décembre,
Voyagez du 4 janvier au 27 juin, 2008

cyberpresse.ca

Publié le 26 novembre 2008 à 08h22 | Mis à jour à 08h27

Cadeaux écolos



[Caroline Rodgers](#), collaboration spéciale
La Presse

Noël est une occasion de réjouissances et de partage en famille, mais aussi de gaspillage. Pour une fête moins dommageable pour l'environnement, on peut choisir des cadeaux faits de matières recyclées et des emballages écolos.

La boutique virtuelle de la Coop Mille et Une Façons propose des dizaines de cadeaux très jolis, faits à la main à partir de papier, de cuir, de caoutchouc et de tissu recyclés. On y trouve des sacs, des étuis à bijoux, des cosmétiques bios, des supports à CD et bien d'autres objets artisanaux.

Quand viendra le temps de les emballer, mieux vaut ne pas choisir du papier métallisé, pailleté ou plastifié, car il n'est pas recyclable. Pour des emballages uniques et pas chers, la créativité est de mise. On peut utiliser d'anciennes cartes géographiques, des retailles de papier peint, ou encore les bandes dessinées des journaux. On peut aussi laisser les enfants dessiner sur du papier blanc, ce qui donnera une touche artistique à l'emballage.

Pour d'autres idées d'emballage écolo, un atelier spécial aura lieu au Goethe Institut, le 7 décembre prochain. Deux spécialistes y enseigneront des techniques d'emballage à la fois esthétiques et respectueuses de l'environnement. L'activité est gratuite, en français, et on doit s'y inscrire avant le 30 novembre.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 26 novembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Familles séparées ou reconstituées: résistance aux devoirs à la maison



La perception des devoirs et des leçons est plus négative chez les parents dont les enfants éprouvent des difficultés à l'école.
Photothèque Le Soleil



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Pour ou contre les devoirs à la maison? Depuis des décennies, la question divise. Or les parents qui sont divorcés ou séparés - dont la proportion ne cesse d'augmenter - s'opposent davantage aux devoirs et leçons que les parents qui vivent toujours sous le même toit, selon une étude qui sera publiée sous peu dans la revue *Canadian Journal of Education*.

À chaque début d'année scolaire, la question refait surface : est-ce que tous les enfants devraient faire des devoirs à la maison? Pour savoir ce qu'en pensent les familles, Rollande Deslandes et son équipe ont interrogé 465 parents qui ont des enfants à l'école primaire. De ce nombre, 34 % provenaient de familles non traditionnelles

(monoparentales, reconstituées ou autres). Résultat : ces derniers sont plus rébarbatifs aux devoirs et leçons et en perçoivent moins les bénéfices que les parents de familles traditionnelles.

Pas étonnant alors que la participation des parents aux travaux à la maison soit aussi moins élevée dans les familles monoparentales ou reconstituées. «Il est plausible qu'(ils) soient moins disponibles à le faire compte tenu de la lourdeur de leurs responsabilités familiales, de leur horaire de travail et de leurs limites en termes de temps et d'énergie», peut-on lire dans l'étude. Selon Statistique Canada, un mariage québécois sur deux se termine par un divorce, une proportion en constante augmentation depuis plusieurs années.

Mme Deslandes, qui est professeure en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières, souligne toutefois en entrevue téléphonique qu'un nombre de plus en plus élevé de parents divorcés ou séparés inscrivent leurs enfants à des services d'aide aux devoirs, qu'ils soient offerts par l'école ou l'entreprise privée.

Élèves en difficulté

La perception des devoirs et des leçons est aussi plus négative chez les parents dont les enfants éprouvent des difficultés à l'école. «Leur appréciation moins positive et leur perception moindre de l'utilité des devoirs et des leçons peut s'expliquer en partie par la plus longue durée des devoirs et leçons qui caractérisent souvent leur quotidien et qui deviennent une source de stress à la maison», peut-on lire.


Fait à noter, aucune différence concernant la pertinence des devoirs et leçons n'a été relevée en fonction de la scolarité des parents. L'étude démontre toutefois que les parents moins scolarisés se sentent plus démunis lorsque vient le temps de donner un coup de pouce à leurs enfants à la maison.

À la lumière de ces constats, Mme Deslandes suggère d'agir avec prudence dans la distribution des devoirs et des leçons. «C'est une question de gros bon sens», lance-t-elle. Pour un «dosage approprié», la qualité des travaux doit l'emporter sur la quantité. Et pour que l'exercice porte fruit, les enseignants doivent tenir compte du milieu familial dans lequel évolue l'élève, conclut-elle.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

En novembre, vérifiez chaque jour votre boîte de messages **AccèsD** Internet, car l'un des 1 000 mercis en argent pourrait y être déposé.

C'est chouette pour l'environne



cyberpresse.ca

Publié le 25 novembre 2008 à 19h58 | Mis à jour le 25 novembre 2008 à 20h26

Entre 2007 et 2008, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 9 % en Outaouais

Les banques alimentaires aident 31 000 personnes



Archives, La Presse



Caroline Barrière
Le Droit

De plus en plus de familles font appel aux banques alimentaires pour garnir leur garde-manger. En Outaouais, leur nombre a grimpé de 9 % entre 2007 et 2008, ce qui signifie que 31 000 personnes vivent cette réalité dont près de la moitié sont des enfants.

À l'échelle de la province, on constate une augmentation de 8 % du nombre de familles qui ont recours à cette forme de dépannage, selon l'étude Bilan faim 2008 publiée hier, par l'Association québécoise des banques alimentaires et des moissons en partenariat avec Banques alimentaires Canada. Le pourcentage des familles

québécoises qui comptent sur une aide alimentaire est passé de 22,4 % en 2007, à 30,6 % en 2008.

Le rapport souligne également que 14 % des travailleurs au Québec qui gagnent un revenu modique se tournent vers les banques alimentaires. Cette proportion grimpe à 17 % dans la région.

Jean Pigeon, directeur de Moisson Outaouais, explique cette situation par les nombreuses fermetures enregistrées dans le secteur forestier en milieu rural. Les travailleurs doivent alors chercher un travail dans d'autres domaines comme le commerce au détail, où les salaires sont la moitié moindre. « Nous sommes une région d'extrêmes. D'un côté, il y a la prospérité avec la présence de la fonction publique et de l'autre, il y a le reste de la main-d'oeuvre qui est durement touchée. »

Cinq jours par mois

Il rappelle que le dépannage est une mesure qui dure cinq jours par mois alors que la faim sévit 365 jours par année. Le bilan souligne également qu'en 10 ans, le recours aux banques a connu une hausse de 6 % au pays

alors que la situation économique était relativement bonne.

Moisson Outaouais signale que les personnes âgées font de plus en plus appel aux banques avec une augmentation de leur nombre qui atteint 72 % au cours des 12 derniers mois.

À l'approche du temps des Fêtes, les différents organismes qui viennent en aide aux plus démunis n'ont jamais vu leurs tablettes aussi vides, déplore Jean Pigeon. Selon lui, l'incertitude économique n'est pas étrangère à cette situation.

Les banques alimentaires exigent un plus grand engagement du fédéral, notamment en mettant en oeuvre une stratégie nationale de lutte contre la faim et en augmentant les prestations fiscales pour les travailleurs qui touchent le salaire minimum et pour les enfants. « Ces quelques mesures auraient certainement un impact direct sur les demandes d'aide », croit le directeur de Moisson Outaouais.

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

Publié le 26 novembre 2008 à 07h29 | Mis à jour à 07h33

Des traces de mélamine dans du lait maternisé américain



En Chine, la mélamine, découverte notamment dans du lait en poudre pour bébés, a tué quatre nourrissons et a rendu malades des dizaines de milliers d'autres.

Photo: AP

Agence France-Presse
New York

Des traces de mélamine, un produit chimique toxique, ont été détectées dans du lait maternisé fabriqué aux États-Unis, selon une analyse de l'agence de contrôle des produits alimentaires FDA citée mardi par l'édition en ligne du *Wall Street Journal*.

Des traces de ce produit auraient également été trouvées dans des suppléments alimentaires et médicamenteux, tous fabriqués par les cinq fabricants américains de lait maternisé.

Toutefois, il s'agit de niveaux «extrêmement bas», selon Stephen Sundlof, directeur du service de la sécurité alimentaire à la FDA, qui a assuré au journal qu'il n'y avait «pas de motif d'inquiétude» pour la santé.

M. Sundlof a également souligné que l'utilisation de mélamine dans des emballages alimentaires avait été autorisée à la fin des années 1960 ou au début des années 1970, ce qui pourrait expliquer le résultat des analyses.

La mélamine, découverte notamment dans du lait en poudre pour bébés qui a tué quatre nourrissons en Chine et rendu malades des dizaines de milliers d'autres, est un produit chimique utilisé dans la fabrication de colles et de plastique.

Elle provoque des calculs rénaux, voire le blocage des fonctions rénales quand elle s'amalgame dans l'organisme en cristaux après avoir été en contact avec d'autres composants chimiques.

Les problèmes rencontrés en Chine ont poussé la FDA à imposer un contrôle systématique des produits lactés en provenance de Chine, et à lancer des analyses sur les laits maternisés produits aux États-Unis.



cyberpresse.ca

Publié le 25 novembre 2008 à 21h19 | Mis à jour le 25 novembre 2008 à 21h31

Gatineau songe à implanter le « vélo-taxi »



Archives, LeDroit



Justine Mercier

Le Droit

Nommé au 19e rang des meilleures inventions de l'année 2008 par le Time Magazine, le service de vélos publics Bixi pourrait faire son apparition dès l'été prochain au centre-ville de Gatineau.

La Ville de Gatineau compte sur l'argent qu'elle recevra grâce au programme Mieux consommer d'Hydro-Québec pour lancer un projet-pilote de vélo-partage. Pour chaque formulaire rempli par un client résidentiel gatinois entre le 2 février et le 2 août 2009, Hydro-Québec versera entre 30 et 35 \$ à la municipalité.

Montréal

Gatineau compte suivre les traces de Montréal, qui installera 2400 vélos Bixi (contraction de bicyclette et taxi), au printemps 2009, dans 300 stations dispersées au centre de la métropole. Le projet-pilote gatinois prévoit l'installation de 60 vélos au centre-ville. L'analyse de l'utilisation qui en sera faite permettra de prévoir d'éventuelles phases d'expansion.

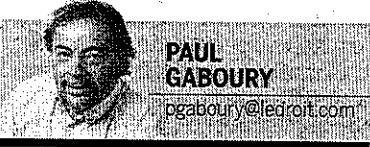
Les vélos Bixi peuvent être empruntés aux stations aménagées à divers points stratégiques, et laissés à n'importe quelle autre station. Les utilisateurs peuvent s'abonner pour un an, un mois ou une seule journée. Le service est conçu pour les trajets courts, puisque la première demi-heure d'utilisation est gratuite. Des frais sont par la suite imposés pour chaque tranche de 30 minutes.

« On pense que ça va aider les gens à faire des voyages ponctuels, c'est-à-dire si vous avez quelques coins de rues à faire, au lieu de marcher ou de prendre votre voiture, vous pouvez prendre un de ces vélos-là », explique le conseiller Patrice Martin, président de la commission sur l'environnement.

Le coeur de la ville d'Ottawa pourrait aussi être doté du même service. « C'est un projet sur lequel on travaille actuellement avec la Ville d'Ottawa et la Commission de la capitale nationale », a indiqué le maire de Gatineau, Marc Bureau, qui souhaite que les vélos en libre-service réduisent la congestion automobile entre les deux centres-villes.

Grève à Postes Canada

Désaccord sur l'impact du conflit



PAUL GABOURY

pgaboury@ledroit.com

Les syndicats et Postes Canada se tiraillent au sujet de l'impact réel qu'aura la grève des 2000 employés sur les services postaux en cette période achalandée du temps des Fêtes.

Cette grève, déclenchée le 17 novembre, par les 2000 employés administratifs et techniques de Postes Canada – dont plus de 800 dans la région de la Capitale nationale –, aurait un impact sur la qualité des services postaux et sur le volume de courrier traité qui serait à la baisse, ont soutenu hier, d'une seule voix, les dirigeants de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) – qui représente les 2000 grévistes – et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) – lequel appuie les grévistes mais dont les 52000 membres ne sont pas en grève.

Camions ralentis

Lors d'une conférence de presse conjointe tenue hier, le président de l'AFPC, John Gordon, et le président du STTP, Denis Lemelin, ont indiqué que la grève déclenchée le lundi 17 novembre a des répercussions sur les services postaux malgré les prétentions contraires de Postes Canada. Les chauffeurs de camions membres du STTP traverseraient les lignes de piquetage très lentement et avec beaucoup d'attention, et prendraient également le temps d'écouter toutes les informations qui leurs sont communiquées sur les lignes de piquetage.

« C'est difficile de croire qu'une organisation comme Postes Canada puisse fonctionner normalement lorsqu'elle est privée des services de plus de 2000 de ses employés », a fait valoir le président de l'AFPC. Il donne en exemple que l'entretien des machines dans les centres de tri n'est plus assuré par les employés maintenant en grève, ce qui peut certes créer des ralentissements.

« Nous savons très bien que les volumes de courrier sont à la baisse et que cette grève nationale entraîne de nombreux retards. Cela signifie que les Canadiens obtiennent des services de livraison ailleurs et que Postes Canada enregistre une baisse de revenus », a fait valoir le président du STTP.

Par voie de communiqué, Postes Canada a réagi en indiquant que le conflit de travail qui l'oppose à ses 2100 employés techniques et administratifs « a très peu de répercussions ou aucune répercussion sur ses clients ».

« Malgré quelques retards au chapitre du transport du courrier, Postes Canada prend toutes les mesures qui s'imposent afin de respecter son engagement envers les Canadiens de conti-

nuer à livrer le courrier pendant le conflit », a indiqué la société.

Elle ajoute que des mesures légales y compris des protocoles de piquetage et, là où la situation l'exige, des ordonnances d'injonction se sont avérées essentielles et efficaces. Les retards survenus la semaine dernière en certains endroits ont été pour la plupart résolus. Là où la situation l'exige, Postes Canada a prolongé ses heures afin de pouvoir traiter le courrier en attente.

Le président Gordon a d'ailleurs dû expliquer que ce conflit était très différent de la situation des fonctionnaires fédéraux qui ont accepté les offres salariales finales de 6,8 % pour quatre ans. Le conflit repose principalement sur un régime d'invalidité que l'employeur souhaite imposer aux employés.

Les offres salariales déposées sont de 2,5 % pour les deux premières années, puis 2,75 % pour les deux années suivantes. Les syndiqués avaient rejeté les offres de leur employeur en votant à 88 % pour la grève au milieu du mois d'octobre.

monvolant.
cyberpresse.ca

ESSAIS | TECHNO | GUIDE ET CONSEILS | ACTUALITÉS

- ▶ **Le Nissan Cube arrive en Amérique**
- ▶ Mazda 3: la même, mais en mieux
- ▶ En Jeep au pays de John Wayne

cyberpresse.ca

Publié le 25 novembre 2008 à 19h47 | Mis à jour le 25 novembre 2008 à 19h55

Moins de 24 heures avant que la Ville d'Ottawa ne donne son aval au projet

Watson intervient dans le dossier du train léger



Archives, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Moins de 24 heures avant que la Ville d'Ottawa n'adopte la mise en oeuvre de son projet de train léger, le ministre des Affaires municipales de l'Ontario, Jim Watson, est intervenu dans le dossier, questionnant la viabilité financière du plan frôlant les 2 milliards \$.

Dans une lettre destinée au maire d'Ottawa, Larry O'Brien, datée et reçue hier, le ministre et député régional soulève plusieurs questions sur la première phase du projet devant être adoptée, aujourd'hui, par un vote final du conseil municipal.

M. Watson craint que la Ville n'ait pas les moyens de financer les

coûts de construction et de fonctionnement de la première étape totalisant 1,7 milliard \$. Cette portion devra être financée à parts égales entre les trois ordres de gouvernement et prévoit la construction d'un corridor est-ouest pour train léger, allant des stations Blair à Pré Tunney avec un tunnel au centre-ville.

Le député d'Ottawa-Ouest-Nepean se préoccupe de l'exactitude des coûts liés aux terrains que la Ville devra acquérir pour réaliser son projet, car ceux-ci n'ont pas encore été ajoutés à la facture. M. Watson redoute aussi une note plus élevée que ce que prévoit la Ville. Il va jusqu'à suggérer à la municipalité d'échelonner son plan en sous-plans qui pourront être financés à mesure que les fonds seront disponibles.

Enfin, le ministre veut connaître le montant précis que le fédéral entend remettre à la Ville, craignant que les subventions destinées à un seul projet ne mettent en péril le financement des autres infrastructures municipales.

Après avoir reçu la lettre, le maire O'Brien a convoqué les médias, se voulant rassurant et rappelant que le plan était le fruit de 18 mois de travail des fonctionnaires municipaux, révisé ensuite par un panel

d'experts internationaux. M. O'Brien a aussi admis qu'il aurait préféré obtenir la lettre du ministre plus tôt.

« Je pense comme plusieurs personnes qu'il y aurait eu des occasions d'avoir ces discussions il y a trois ou quatre mois », dit-il.

M. O'Brien a ensuite saisi une pile de documents sur le projet, ainsi qu'une lettre de réponse au ministre et les a déposées dans une boîte prête à poster. « Je salue les questions de Jim, nous allons lui fournir des réponses et je sais qu'il est assez travaillant pour se réserver du temps de lecture ce soir (hier) », a ajouté le maire.

En entrevue avec *LeDroit*, le ministre Watson a pour sa part défendu sa requête. « Il vaut mieux poser des questions avant que le projet ne soit approuvé par le conseil plutôt qu'après, dit-il. J'ai fait le plus vite que j'ai pu, puisque j'ai été informé du plan vendredi dernier lors d'une rencontre d'une heure avec le maire. »

M. O'Brien ne croit pas que l'intervention du ministre affectera le vote du conseil. Les inquiétudes financières du ministre rejoignent cependant celles de la présidente du comité des transports et conseillère, Maria McRae, qui a rejeté le projet la semaine dernière lors de sa première lecture.

La conseillère Diane Deans estime pour sa part que les questions soulevées par le ministre sont celles que se posent plusieurs conseillers. Dans un mémo remis au conseil hier, la trésorière municipale, Marian Simulik, confirme que pour que la Ville atteigne sa part de financement de 700 millions \$ « une dette significative sera requise, mais elle sera payée par les sources de revenus existants ».



Wednesday » November
26 » 2008

Cystic fibrosis not 'inclusive' enough for Carleton fundraiser

Decision shocks head of national charity organization

Joanne Laucius

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 26, 2008

The Carleton University Students' Association has voted to drop a cystic fibrosis charity as the beneficiary of its annual Shinerama fundraiser, supporting a motion that argued the disease is not "inclusive" enough.

Cystic fibrosis "has been recently revealed to only affect white people, and primarily men" said the motion read Monday night to student councillors, who voted almost unanimously in favour of it.

Every year, near the beginning of fall classes, during university orientation for new arrivals, students fan out across the city and seek donations from passersby. According to the motion, "all orientees and volunteers should feel like their fundraising efforts will serve the their (sic) diverse communities."

Nick Bergamini, a third-year journalism student on the student council, said he was the only elected councillor present to vote against the motion. The decision is an example of campus political correctness gone too far, he said.

"They're not doctors. They're playing politics with this," said Mr. Bergamini.

"I think they see this, in their own twisted way, as a win for diversity. I see it as a loss for people with cystic fibrosis."

One of the councillors who voted in favour of switching the charity said last night that the information provided to the panel prior to the vote was factually incorrect, and he will be seeking support from other members to hold an emergency meeting to reconsider their decision.

"After seeing all the reaction today, I definitely think it should be revisited and reconsidered," said Michael Monks, who represents Carleton's business students for the council.

The Shinerama fundraiser is carried out by students at about 65 colleges and universities across Canada. It has raised money for the Canadian Cystic Fibrosis Foundation for almost 50 years and Carleton has been participating for at least 25.

During orientation week this year, Carleton students, who have raised about \$1 million over the years, raised about \$20,000, said foundation chief executive Cathleen Morrison, who was surprised and dismayed by the student association decision.

The rationale for dropping cystic fibrosis as the beneficiary is not correct, she said. CF is diagnosed just as often among girls as boys, although the health of girls deteriorates more rapidly, she said. It is commonly considered an illness that

affects Caucasians, but that includes people from the Middle East, South America, North Africa and the Indian subcontinent.

" 'Caucasian' as we understand it isn't just white people," said Ms. Morrison. "It includes people with a whole rainbow of skins."

Student association president Brittany Smyth said the motion came about because the association has been contemplating rotating the beneficiary of Shinerama to different charities each year instead of giving the money to a single charity.

"It's about people wanting to do something different," she said.

The motion was forwarded by Donnie Northrup, who represents science students. Mr. Northrup did not respond to a request for an interview.

The preamble to the motion is Mr. Northrup's explanation for why he supports the motion, based on what he learned as an orientation-week volunteer, said Ms. Smyth.

In making a decision, it was not the preamble but the declaration itself that matters, she said.

"The preliminary is the councillor's own motivations and ideas," she said. "Most discussion revolved around rotating the charity."

Mr. Bergamini said he doesn't believe the decision represents the opinion of most students.

"They're playing racial politics with something that is supposed to bring people together -- a charity," he said.

Ms. Morrison, who hopes to get a chance to set the record straight with the student association, said students raise a healthy chunk of the approximately \$16 million raised each year to support cystic fibrosis research.

The median life expectancy for a person with CF in Canada is just over 37 years, about twice what it was two decades ago. The money for research has helped produce a lot of international "firsts," including isolating the CF gene and carrying out the first double-lung transplant for a CF patient.

Ms. Morrison said Shinerama is a great campaign, and Carleton students have been leaders in it.

"It's a wonderful example of young Canadians helping other young Canadians," she said. "So, it's well-suited to the student market."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Wednesday » November
26 » 2008

Student racism report flawed: expert Appeal centre disputes methodology errors; analysis failure fails to prove conclusions

Brendan Kennedy

The Ottawa Citizen

Wednesday, November 26, 2008

The University of Ottawa might have a problem with systemic racism in the way it approaches allegations of academic fraud, but a "very unprofessional" report from a student group doesn't prove it, says an internal expert asked to evaluate the accusations.

Professor Joanne St. Lewis, a lawyer and the director of the Human Rights Research and Education Centre at the university, called the report's findings "unsubstantiated, inconclusive and inflammatory."

But Ms. St. Lewis also recommends that the university assess whether systemic racism plays any part in its process for handling academic fraud.

"The fact that the report did not succeed in its methodological attempts does not mean that there is not a problem that should be addressed," she wrote.

Ms. St. Lewis was asked by the university administration to provide an independent evaluation of a report by the student-run Student Appeal Centre, released on Nov. 13, which accused the university of "systemic racism" based on its findings that of the 48 students who consulted the centre about academic fraud, 71 per cent were visible minorities.

The university declined to comment on the report when it was released, asking for time to provide a full evaluation and response.

In Ms. St. Lewis's 19-page evaluation, she criticized the centre's report for its "significant methodological errors," "apparent lack of understanding of the administrative processes of the University," and its "complete failure to conduct a systemic analysis in support of its conclusions of systemic racism."

She wrote that the centre's accusations of systemic racism are based on less than one per cent of the total university population.

"When the pool of subjects to be examined is so small, it is critically important that the data is approached cautiously and evaluated carefully," she wrote. "This does not appear to have been the case here."

She concluded her report with 10 recommendations, including that the university and the Student Appeal Centre work together to determine whether systemic racism plays any part in the academic-fraud process.

"Perhaps even with such a small pool there is something worthy of investigation and analysis," she said.

Student Appeals Centre co-ordinator Mireille Gervais dismissed Ms. St. Lewis's criticism, saying she stands by the centre's report.

"It's a typical institutional response to deny the problems we are witness to on a daily basis," she said, adding that the report is not scientific, but based in the centre's experience meeting with hundreds of individual students.

"We are witness to the fact that visible minorities are more likely to run into problems through the appeal process."

Ms. St. Lewis laughed at the suggestion that she was not acting independently of the university administration.

"This is my area of expertise," she said. "This is what I do. ... What she should be actually tackling is not a rhetorical flourish that says I'm not independent; she should be tackling the substance of what I said in the report and rebut the substance."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.